

MINAS ANALYTIS

Docteur en Sciences Économiques de l'Université de Poitiers (France)

**LES RÉFORMES DE GORBATCHEV: UN CONFLIT LARVÉ
ENTRE LE CENTRE ET LA PÉRIPHÉRIE**

CONTENTS

A. Remarques méthodologiques	619
1. La nature de la planification centralisée parfaite	619
2. Aux origines de la planification centralisée conflictuelle	623
B. Les nouvelles orientations de la politique économique de Gorbatchev	629
Les réformes proposées face aux difficultés économiques de l'URSS contemporaine	629
C. Gorbatchev devant la réalité socialiste	637
La résistance de la périphérie aux exhortations du centre	637

La nomination de Gorbatchev le 11 Mars 1985 au poste de Premier Secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique, ainsi que ses nouvelles options tant sur le plan de la politique intérieure, que sur le plan de la politique extérieure, ne peuvent que susciter de sérieuses interrogations à l'observateur soucieux d'analyser l'actualité; ne serait-ce que par la modification du discours employé et ceci d'une façon ostentatoire.

En réalité, derrière ses allocutions marquées d'un ton idéologique apparent, mais en même temps moins doctrinaire, se dissimulent les dysfonctionnements structurels du système économique soviétique, dont la représentation à travers le discours officiel tente de capter l'intensité. Gorbatchev, en s'adressant aux acteurs économiques du système planifié, essaie de faire passer un message sans que ces acteurs ne soient toujours censés en saisir le contenu.

L'objectif de cet article est d'analyser le contenu de ce message, au regard de la réalité de la planification centralisée. C'est ainsi que nous entendons éclairer les oppositions issues des tentatives réformatrices du nouveau chef du Kremlin.

Ces oppositions seront mieux comprises si elles sont intégrées dans une approche réaliste de la planification, qui accepte les conflits entre les unités décisionnelles et les unités exécutantes. Nous sommes par conséquent amenés à démontrer les raisons pour lesquelles l'approche de la planification parfaite n'est plus en mesure de rendre compte des facteurs qui débouchent sur l'apparition de ces conflits. Ceci nous conduira à la réfutation de l'approche parfaite et à la recherche des causes d'une planification conflictuelle, apte à esquisser la réalité socialiste¹.

Dans ce cadre analytique, les tentatives de réformes de Gorbatchev, ainsi que les oppositions qui en résultent peuvent être mieux saisies. Evoquons par exemple l'extraordinaire force d'inertie de l'appareil économique soviétique qui freine la dynamisation du système. Il s'agit d'une contrainte, dont le dirigeant actuel doit tenir compte s'il veut mener

1. Sur les divers aspects de la réalité socialiste "dans quelques pays de l'Est" citons le remarquable ouvrage collectif *La réalité socialiste: crise, adaptation progressives*. Etudes coordonnées par M. Lavigne et W. Andreff. Editions Economica 1985.

à bien ses réformes, nécessaires à une économie en stagnation.

Pourra-t-il y parvenir? Nous pensons que tout dépendra du consensus qui se formera autour de ses propositions. C'est justement cela qu'il essaie d'obtenir dans un premier temps, avant de se lancer dans les réformes proprement dites, qui sans doute remettront en cause les acquis des gestionnaires-bureaucrates soviétiques. Prudence alors, mais en même temps résolution; voici la ligne de conduite de la nouvelle politique de Gorbatchev.

A. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

1. La nature de la planification centralisée parfaite

Suivant la théorie de la planification, dont les prémisses se trouvent dispersées dans les ouvrages de divers auteurs (Marx, Lénine, Kautsky, Boukharine, Preobrazensky et Kritsman) il en ressort que le seul moyen susceptible d'enrayer radicalement l'anarchie inhérente au mode capitaliste de production, serait la compilation—exécution d'un Plan centralisé englobant l'économie nationale toute entière.

C'est ainsi que les forces productives seraient d'une part libérées, faisant exploser les rapports capitalistes préexistants, et d'autre part ces forces seraient organisées rationnellement; dans ces conditions, toute sorte de gaspillage aurait disparu, en même temps que les contraintes qui accompagnaient l'exploitation des ressources productives qui dès lors deviendraient des biens libres.

En outre, chaque entité (individu, ou unité productive) participant au processus de compilation-exécution du Plan, serait guidée par le seul désir d'atteindre consciencieusement les objectifs fixés par le planificateur omniscient.

La conscience individuelle rejoignant la conscience collective, (cette dernière étant intériorisée par les entités participantes) il n'y aurait aucune déviation génératrice de déséquilibres; autrement dit, le collectif (sous forme de plan), et l'individuel (à travers les motivations des entités) se trouvent en parfaite harmonie.

Or, l'instauration du Plan, après le vide qui a suivi la disparition du marché, dénoue toute sorte de contradiction inhérente au mode capitaliste de production.

En schématisant l'analyse exposée ci-dessus, nous représentons l'économie planifiée sous forme d'un système parfaitement déterministe. En introduisant dans le système des entrées que le planificateur a choisies (objectifs planifiés), nous obtenons des sorties correspondant à ces objectifs; la fonction reliant les entrées aux sorties devient alors une fonction univoque.

Quelles sont les implications immédiates d'une telle conception?

Avant tout, essayons de déceler ce qui se dissimule derrière cette approche de la planification.

Rien de plus que le reflet des théories du XIX^e siècle, dérivées de la physique classique où les processus déterministes prédominaient, ne laissant aucune place aux processus stochastiques. C'est sur cette croyance infaillible, issue de la mécanique que les premières approches de planification ont été bâties², sans oublier la théorie néoclassique dont les représentants Walras et Jevons en fournissent la preuve par leur ambition de vouloir construire la science économique, suivant des méthodes empruntées à la mécanique³.

Signalons en outre que la théorie de l'équilibre général de Walras constitue par excellence l'approche mécanique en économie. Par conséquent, le rationalisme du XIX^e siècle, en plein essor dans la période de l'industrialisation du système capitaliste, fait naître une vision mécanique du fonctionnement de l'économie.

Tant "l'homo economicus" du modèle néoclassique, que le "planificateur omniscient" du modèle planifié, constituent les conséquences immédiates de cette vision, le premier modèle vantant les mérites du marché concurrentiel, le deuxième faisant paraître la suprématie du Plan centralisé.

Toutefois, malgré les divergences, dont ces deux modèles sont porteurs, chacun visant des objectifs différents, il existe à l'optimum l'équivalence de résultats de ce que l'on appelle fréquemment concurrence parfaite—planification parfaite; de ce fait, "la planification centralisée n'est pas moins qu'une économie concurrentielle, susceptible de traduire les conditions d'optimalité"⁴.

C'est au planificateur omniscient que revient la tâche d'effectuer des calculs appropriés afin que l'optimum soit atteint.

Cette affirmation renvoie directement à deux conditions, nécessaires à l'acheminement vers l'optimum.

— La première est relative aux motivations des agents économiques

2. Pour des informations supplémentaires concernant l'analogie mécanique en économie. Thoben, "Mechanistic and organistic analogies in economics reconsidered", *Kyklos* 1982, Vol. 35, Fasc. 2, p. 292.

3. Walras dans "the elements of pure economics" écrivait: "It is already perfectly clear that economics like astronomy and mechanics is both an empirical and a rational science".

4. Dypoux M., "Théorie économique et problèmes d'organisation", *Revue d'économie politique*, 1968, p. 213.

— La deuxième se réfère aux possibilités d'information ainsi qu'à son contenu dont le planificateur a besoin.

En considérant le système planifié comme un ensemble qui est divisé en deux niveaux hiérarchiques, que nous appelons le centre et la périphérie⁵, les implications immédiates d'une conception parfaite (voire même mécanique) de la planification sont les suivantes:

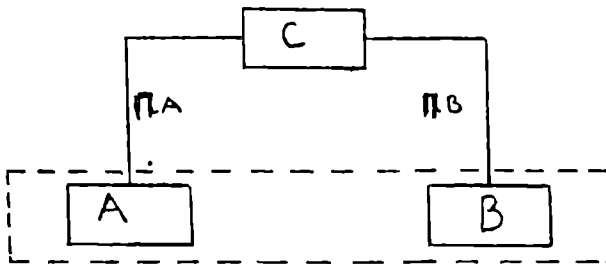
a) la périphérie n'agit qu'en fonction des directives (ou messages) émises par le centre, en même temps que le centre, possesseur d'une information parfaite sur les conditions de production de la périphérie, voit ses objectifs toujours réalisés avec une exactitude d'horloge (d'une autre façon nous retrouvons dans cette implication la totale harmonie entre l'intérêt collectif et les intérêts individuels).

b) A l'intérieur des structures du modèle de la planification parfaite, les situations d'antagonismes se trouvent exclues; il n'y a pas de comportement des agents économiques où chacun a pour objectif d'augmenter la satisfaction individuelle au détriment de celle des autres agents.

Par conséquent, en l'absence d'antagonismes entre le centre et la périphérie, et entre les agents périphériques, la fonction-objectif agrégée, que le planificateur choisit est toujours réalisée, grâce à la convergence des fonctions-objectifs des unités périphériques.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que l'optimum collectif (macroéconomique) et les optimum individuels (microéconomiques) coïncident, situation qui entre autres, facilite les calculs du planificateur⁶.

Essayons maintenant de formaliser le processus de la planification



5. Schématiquement, nous considérons que ce système contient une unité décisionnelle principale (le centre) et deux unités subalternes (la périphérie).

6. Dans ces conditions, l'attrait de la centralisation ne repose pas seulement sur la tentation de l'absolutisme, mais aussi sur celle de la simplicité.

parfaite⁷. Le système planifié en question est divisé en deux niveaux hiérarchiques: le centre, et la périphérie, cette dernière contenant deux unités exécutantes.

Les objectifs du système sont exclusivement déterminés par le planificateur du centre, qui après avoir recueilli toute information provenant de la périphérie, procède à l'établissement d'une fonction d'utilité de telle sorte que.

$$\begin{aligned} U_c &= U_c(X_A, X_B) \\ \text{avec } X_A + X_B &\leq \bar{X}. \end{aligned}$$

X_A , X_B représentant les niveaux d'action des unités périphériques, et \bar{X} représentant une contrainte d'activité.

Le centre émet des messages à chacune des unités, Π_A et Π_B , de sorte que celles-ci atteignent les niveaux d'activité qu'il désire. Puisque nous sommes confrontés à une planification parfaite, le calcul des Π_A et Π_B effectué par le planificateur, qui constituent par ailleurs les plans adressés aux unités, a eu lieu dans l'espace primal des quantités. Chaque unité a une fonction d'utilité de la forme suivante:

$$U_A = U_A(X_A, \Pi_A) \text{ et } U_B = U_B(X_B, \Pi_B).$$

Le planificateur du centre ayant déterminé les deux niveaux d'activité X_A^* et X_B^* , doit faire en sorte que sa fonction d'utilité obtienne la valeur qui l'optimise.

Le centre doit alors envoyer le Π_A et Π_B à la périphérie du système afin que chaque unité atteigne son niveau d'activité.

Si l'on se place du côté des unités exécutantes, Π_A et Π_B constituent des contraintes dont ces unités doivent tenir compte pour choisir un comportement optimal tel que:

$$\frac{\partial U_i}{\partial X_i} = f(X_i, \Pi_i) = 0 \Rightarrow X_i = \varphi(\Pi_i)$$

Ceci dans le cadre de la planification parfaite ne constitue pas un problème; Π_A et Π_B qui font partie de leurs fonctions d'utilité ont été calculés de telle sorte qu'ils les maximisent.

En même temps, le centre planificateur est censé connaître les

7. Nous nous sommes inspirés de l'article de A. Cotta, "La structure du pouvoir dans les organisations, et la théorie des messages", paru dans la *Revue Economique*, no 1, Janvier 1973.

fonctions de comportements des unités exécutantes. Il va alors émettre Π_A^* et Π_B^* de façon que les unités effectuent X_A^* et X_B^* .

Il est par conséquent clair que cette nature de planification permet au système de fonctionner sans la moindre friction, et aux objectifs centralement déterminés d'être toujours atteints avec la plus grande exactitude.

2. Aux origines de la planification centralisée conflictuelle

L'approche développée dans le paragraphe précédent reste extrêmement restrictive au regard du fonctionnement d'une économie centralement planifiée dont nous avons tenté l'analyse ailleurs⁸.

Il en est ainsi puisque comme tout autre modèle à caractère normatif, le modèle de la planification parfaite repose sur une schématisation délibérée du jeu économique. Plutôt qu'à décrire, ce modèle vise à prescrire les règles de ce jeu, règles qui restaurent l'harmonie dans les rapports tant économiques que sociaux.

Une fois encore la réalité socialiste nous interpelle; les déséquilibres qui apparaissent au sein du processus productif, sous forme de goulots d'étranglements intervenant pendant l'exécution du Plan, ne peuvent que remettre en cause les prémisses d'une planification mécanique, harmonieuse, sans failles.

Le modèle, de ce fait, n'est plus apte à éclairer une réalité beaucoup plus complexe que celle dont il a tenté de fournir la représentation.

Or, nous devons avant tout mettre en cause la nature déterministe de la planification, et essayer de construire un environnement à l'intérieur duquel les comportements des entités participantes ne sont plus passifs aux ordres émis par le planificateur, qui de ce fait n'est plus omniscient.

En revenant à la schématisation donnée dans le paragraphe précédent, la fonction reliant les entrées aux sorties prend la forme d'une fonction multivoque; le système devient alors aléatoire ou stochastique, reniant sa nature déterministe.

Il en est ainsi puisque "nous vivons dans un monde à l'intérieur duquel nous sommes partiellement ignorants en ce qui concerne le passé, le présent et le futur, et où les processus stochastiques sont très impor-

8. Analytis M.: "La planification de la pénurie: essai sur le fonctionnement d'une économie centralement planifiée", Thèse de troisième cycle, Analyse et politique économiques, Poitiers, Mars 1987.

tants, et par conséquent nos théories, nos institutions, et nos politiques doivent en tenir compte"⁹. Or, c'est à travers les causes qui conduisent à la dissolution de la convergence de l'intérêt collectif, des intérêts individuels que nous serons en mesure d'éclairer le mythe de l'harmonie socialiste. Le schéma d'interprétation que nous allons utiliser sera basé sur trois facteurs exclus du modèle de la planification parfaite: l'ignorance partielle du planificateur, la compléxité, et les techniques non-adéquates concernant le traitement des données¹⁰, sans oublier la pénurie, cause principale d'apparition des conflits au sein de l'édifice hiérarchique.

Comment peut-on justifier l'existence de conflits dans le cadre d'une économie planifiée?

La notion de conflit renvoie au concept de rareté; il y a conflit dès lors que nous sommes en présence de ressources productives rares. En supposant qu'il y ait plusieurs acquéreurs potentiels, le conflit qui débutera aura comme issue l'élimination d'une partie d'entre eux et la victoire de celui qui aura désormais la jouissance de cette ressource productive. En quoi l'avènement du socialisme aurait-il modifié cette approche?

Tout d'abord les ressources productives étant passées sous contrôle d'Etat (appropriation étatique des moyens de production), les conflits ouverts relatifs à leur acquisition auraient cessé d'exister. En même temps, la rareté aurait reculé, puisqu'il s'agissait d'une rareté apparente, sur laquelle l'ancien régime avait fondé son fonctionnement. Dès lors, les ressources productives deviendraient des biens libres, soumises à aucune contrainte.

L'instauration de nouveaux rapports de production aurait permis d'une part la disparition des conflits, et d'autre part le recul de la rareté relative des ressources productives. Les conséquences de l'application d'une telle logique au processus de planification sont prévisibles.

Par l'intermédiaire des objectifs ambitieux qui ont été fixés, la non prise en compte de la rareté relative des ressources productives a débouché sur l'apparition de phénomènes de pénurie. La rareté, ayant été abolie sur le plan purement idéologique, nous la retrouvons pendant l'exécution du plan par les unités périphériques sous forme de pénurie

9. Ellman, "The fundamental problem of socialist planning", *Oxford Economic papers*, Vol. 30 (1978), July.

10. A cet égard l'ouvrage, très lucide, de Loasby, *Choice, Complexity and Ignorance* (Cambridge 1976), constitue une source d'inspirations en ce qui concerne la question que nous traitons.

qui vient perturber le processus productif.

La rareté qui cette fois est le résultat de la politique économique du centre planificateur engendre de nouveaux conflits auxquels la périphérie participe activement.

Par conséquent, la modification des rapports de production n'a fait que déplacer les conflits qui désormais ont lieu parmi les agents périphériques, dont l'objectif consiste en la diminution de la densité de la pénurie, à laquelle le centre les soumet.

Remarquons que ces conflits n'apparaissent pas sous forme de modification des prix, puisque leur rôle d'indicateur de rareté ne joue plus, étant donné que la rétroactivité entre l'offre et la demande est très faible.

Les conflits socialistes apparaissent au regard des modifications des quantités, attribuées par le centre aux unités périphériques. Plus ces quantités diminuent, plus les conflits deviennent intenses parmi ces unités, qui essaient malgré tout d'obtenir davantage de ressources productives pour l'accomplissement des objectifs assignés par le centre.

Dans ce contexte nous apercevons fort bien la divergence qui s'établit entre l'intérêt collectif et les intérêts individuels débouchant sur les "fraudes de la planification", à propos desquels Kende souligne: "Il y a une lutte continuelle entre les planificateurs qui, partant de l'intérêt général optent, pour les plans exigeants dits "tendus", et les instances d'exécution qui, partant de leurs propres intérêts, préfèrent les plans aérés offrant de plus fortes chances d'être dépassés"¹¹.

Cette diversification des comportements du centre, et de la périphérie, contredit purement et simplement la notion d'une planification exempte de conflits.

N'oublions pas d'ajouter aux causes qui engendrent ces conflits le rôle joué par le "manager socialiste" stimulé par le culte du 100% (le fétichisme du plan), et les avantages matériels qui en résultent. En suivant Kende dans son analyse, "tous les fonctionnaires s'appliquent à dépasser ou du moins à frôler cette limite; ils le font avec un affolement qui évoque parfois la fureur d'une lutte concurrentielle"¹². Par conséquent, l'introduction de la planification impérative, loin d'harmoniser les comportements individuels et collectif a fait éclater cette prétendue union en faisant ainsi paraître des conflits socialistes qui s'

11. Kende, "L'intérêt" personnel dans le système d'économie socialiste", *Revue économique*, Janvier 1959, p. 361.

12. *Op. cit.*, p. 360.

articulent autour de la pénurie¹³.

Ayant de cette façon reinséré les conflits au sein d'une économie centralement planifiée, tentons d'une part de repérer, et d'autre part d'analyser les limites auxquelles se heurte la notion d'une planification intégrale.

Le processus de planification pour être efficace doit s'appuyer sur la qualité élevée des flux informationnels, ainsi que sur leur vitesse de transmission; le centre doit connaître dans un laps de temps relativement court les conditions qui règnent à la périphérie, de sorte que le planificateur compile un plan compatible avec les potentialités des unités exécutantes; en même temps la périphérie fournira au centre des informations sincères. Si cette situation était concevable dans les structures d'une planification parfaite, il en va autrement au sein d'une planification conflictuelle, dont nous avons esquissé la raison d'existence. L'information se trouve distordue du fait des comportements antagonistes des différents niveaux hiérarchiques, qui essaient de minimiser leurs tâches, tout en faisant paraître des résultats qui parfois "dépassent" les prévisions planifiées¹⁴. De ce fait, les planificateurs sont partiellement ignorants de ce qui se passe réellement au sein de l'économie, et ils ne sont plus capables de calculer des plans efficaces.

Malgré les premières approches de planification, l'information reste un bien économique rare et son affinement passe par le perfectionnement des lignes de communication entre émetteurs et récepteurs.

Ceci a sûrement un coût, dont le planificateur doit tenir compte, au risque peut-être de faire naître d'autres réseaux, susceptibles très probablement de compliquer encore plus ses tâches, relatives à la formulation des objectifs, ainsi qu'au contrôle de leur exécution.

Or, si le centre se trouve dans l'impossibilité de prédire exactement le comportement des ses unités périphériques, ceci tient à la qualité d'information que ces unités lui envoient.

Le centre sachant que la périphérie essaie de fausser l'information, adopte un comportement analogue qui se traduit par le calcul des plans sans rapport avec les potentialités des unités exécutantes. La logique

13. La pénurie devient alors la variable sensible du système, dont nous devons tenir compte dans nos analyses. Nous avons par conséquent procédé de cette façon au cours de notre Thèse [8].

14. Signalons une pratique très répandue de la planification qui consiste en une exagération des demandes d'inputs de la part des unités productives, et en une sous-estimation de leurs capacités de production.

du cercle vicieux qui en résulte ne peut qu'entretenir les dysfonctionnements d'une économie centralement planifiée. Par conséquent, la première limite d'une planification intégrale tient à l'information disponible que le centre doit utiliser¹⁵.

En dépit des premières approches qui préconisaient la direction de l'économie à partir d'un seul centre de prise de décision, la complexité du processus de planification écarte cette hypothèse; la planification constitue un processus extrêmement complexe pour que sa direction soit confiée à un unique centre.

Il doit par conséquent exister plusieurs centres par lesquels la décision du planificateur central passe. Autrement dit, le centre suprême délègue son pouvoir décisionnel aux autres centres, à divers niveaux hiérarchiques, de sorte que les objectifs planifiés soient atteints. Malgré la nécessité apparente de cette dispersion des décisions plusieurs problèmes surgissent qui en annulent les avantages; l'instabilité par exemple des plans annuels est due justement à cette dispersion. Signalons en outre que l'introduction des tableaux input-output en 1960 en Union Soviétique a été compromise par le fait que deux organisations différentes n'utilisaient pas les mêmes classifications des produits¹⁶.

Une fois que le pouvoir décisionnel se trouve ramifié, les décideurs dans la pyramide hiérarchique ne forment plus une équipe (team), liés entre eux par l'accomplissement des tâches communes. Les pouvoirs dont ils usent, empêchent la réalisation des objectifs de leurs partenaires, qui parfois s'avèrent fort utiles pour l'économie. L'intérêt individuel l'emporte sur l'intérêt collectif, dans les structures d'un système où normalement ces deux intérêts devraient coïncider. Voici donc la deuxième limite de la planification intégrale.

La complexité de la planification nécessite la dispersion du processus de prise des décisions, générateur des comportements autonomes et conflictuels, qui rendent la planification encore plus complexe.

Terminons notre analyse par une réflexion de Kritsman, qui soulignait entre autres: "...si on considère l'économie comme un ensemble... nous concluons que dans notre économie à caractère prolétarien-naturel, l'exploitation et le marché ont disparu, mais pas pour autant l'anarchie de la vie économique"¹⁷.

15. Cette limite, nous la retrouvons dans les instruments de planification (balances-matières tableaux input - output) que les organes compétents, utilisent pour compiler un plan. A cet égard, voire notre Thèse.

16. Cité par Ellman, p. 258.

17. Cité par Ellman, p. 260.

B. LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE GORBATCHEV

Les réformes proposées face aux difficultés économiques de l'URSS contemporaine

L'appareil productif soviétique, après soixante-dix années de planification centralisée censée apporter des solutions que le système de marché n'a pas pu fournir, reste peu performant. Tant le secteur agricole, que le secteur industriel ne parviennent à réaliser leurs objectifs fixés par le Plan qu'irrégulièrement.

Bref, "la population d'un des pays du monde les plus riches en ressources naturelles vit encore à bien des égards dans une situation de pénurie"¹⁸ (l'Union Soviétique est le deuxième pays producteur d'aluminium avec 2300 milliers de tonnes métriques, premier producteur de platine avec 118 milliers de tonnes métriques, deuxième producteur d'or avec 270 milliers de tonnes métriques, premier producteur de plomb avec 580 milliers de tonnes métriques, sans oublier qu'elle dispose des ressources énergétiques (pétrole+gaz) abondantes qui constituent une source d'entrée de devises).

Richesses alors, mais en même temps pénuries qui freinent son développement économique, donnant l'image d'une économie semi-développée. Cette incompatibilité s'explique d'une part par le modèle de croissance en vigueur, et d'autre part par les vices de la planification centralisée.

L'Union Soviétique n'a pas été capable de s'engager dans une voie de croissance intensive qui lui aurait permis de perfectionner son appareil productif, et d'enrayer les gaspillages des ressources productives (travail et capital). Les survivances du modèle stalinien de développement, fondé sur l'accroissement quantitatif des facteurs de production, bloquent toute tentative d'intensification de l'économie. Pourtant

18. *La refonte économique à l'Est*, A. Jacob, le "Monde", dossiers et documents no 144, Mai 1987.

l'horizon s'assombrit dans la mesure où la croissance extensive se trouve limitée par la chute du rythme d'accroissement des investissements et de la main-d'œuvre. La déclaration suivante de Gorbatchev lors d'une conférence, prouve la gravité de la situation: "si l'Union Soviétique continue à réaliser les objectifs de croissance des plans quinquennaux en se fondant sur la croissance extensive, elle devra au cours de chaque période quinquennale accroître de 15% les produits énergétiques et les matières premières de 30-40% les investissements totaux et de 8-10 millions de personnes la main-d'œuvre"¹⁹. Cette hypothèse, est d'autant plus irréaliste que les sources de croissance extensive se tarissent.

La part de l'investissement net dans l'investissement brut s'est réduite, cette réduction étant accompagnée d'une détérioration du taux d'achèvement des projets d'investissement²⁰. En outre, la chute de l'accroissement annuel de la population en âge de travailler engendre des problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Or, la situation n'est guère favorable à la poursuite de la croissance extensive.

Il faudra alors lancer une autre croissance basée non pas sur les réussites quantitatives, mais sur la prise en considération d'autres aspects de croissance négligés jusqu'à présent. Il n'est plus acceptable par exemple que le facteur humain ne soit pas pris en compte par les instances planificatrices, prisonnières des méthodes volontaristes. L'Union soviétique a besoin de solutions durables et radicales, qui lui permettront de rattraper les retards accumulés. Si Gorbatchev, par l'intermédiaire des mesures prises, réussit à restructurer l'appareil économique, les résultats positifs qui en découleront diminueront les écarts qui séparent son pays d'avec le reste du monde industrialisé. C'est ainsi que le programme du Parti, présenté le 15 Oct. 1985 devant le plenum du Comité Central, tend à fournir une image fidèle de l'économie soviétique, avec ses dysfonctionnements.

Il ne s'agit plus de dépasser l'Occident par une industrialisation à outrance, mais de moderniser l'économie, objectif qui découle directement de la "vieille ambition russe"²¹ dans laquelle le Premier secrétaire puise la légitimité de son discours au moyen de quelques mots-clés: "perestroïka" (restructuration) et "glasnost" (transparence); leur ob-

19. Nanquan, "La réforme du système économique soviétique depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev: possibilités et limites", *Revue d'études Comparatives Est-Ouest*, 1985.

20. A cet égard: Ellman, "La situation macroéconomique en URSS: rétrospective et prospective", *Revue d'études Comparatives Est-Ouest*, 1985.

21. *Nouvel Observateur*, interview de Sokoloff, 14-20 Août 1987.

jectif étant de rendre plus efficaces les moyens de mobiliser les masses que le système soviétique a utilisés au fil des années qui sont: l'enthousiasme, la terreur, et l'intérêt²².

Le passage à un mode de croissance intensive doit être accompagné d'une rigoureuse remise en cause des pratiques de la gestion économique tant au niveau microéconomique, qu'au niveau macroéconomique. Ceci présuppose une modification aussi bien des comportements individuels des acteurs économiques, que du comportement des instances planificatrices. Il s'agit alors d'intervenir d'une façon systématique, opérant en profondeur. Pour cette raison, les réformes ne visent pas uniquement quelques changements mineurs à caractère institutionnel, mais elles tendent à apporter des solutions réalistes aux carences du système: faible développement des mécanismes du marché, limitation de la responsabilité économique des entreprises pour les résultats de leur activité, effets négatifs du non-achèvement des investissements, pénuries, sans oublier les subventions que l'Etat accorde aux produits de consommation et enfin l'économie parallèle²³.

L'Union Soviétique s'était trouvée confrontée à ces problèmes depuis sa formation, ce qui prouve que le système économique reste à peu près le même. C'est ainsi que dès 1965, l'économiste Aganbegian dans un rapport confidentiel fait état des irrationalités du système de gestion hérité des années 30²⁴. Vingt ans plus tard, le même économiste devient le porte-parole de la cité scientifique de Novosibirsk dont les thèses critiquent les dégâts causés par une recherche soumise aux dogmes et à la scolastique²⁵. Gorbatchev s'y réfère fréquemment pour démontrer la nécessité de la restructuration. La presse ne fait que le suivre; dès lors, on y trouve des articles sur le mauvais approvisionnement, sur la corruption, sur les revenus illégaux, sur la pénurie de logements, sur l'alcoolisme e.t.c.

La société soviétique se présente telle qu'elle est, et de ce fait le discours de Gorbatchev n'est plus marqué par des références utopiques à une société parfaite²⁶.

22. Thom F., *A quoi sert la glasnost*, Express du 15 ou 21 Mai 1987. Dossier spécial URSS, p. 41.

23. En ce qui concerne le rapport de *Novosibirsk*, Courrier des pays de l'Est no 280 Janvier 1984, présente par Kahn.

24. Chauvier J.-M., "L'esprit d'Akademgorod", dans le *Monde diplomatique*, Juin 1986.

25. "La justice sociale: un projet mobilisateur". Dans *Problèmes politiques et sociaux*, 20 Mars 1987, p. 5.

26. *Newsweek*, 6 Avril 1987.

Ce qui importe à l'heure actuelle, c'est que la restructuration économique préconisée par le leader du Kremlin, puisse faire entrer son pays dans le 21^e siècle non pas comme un géant économiquement diminué, mais comme une force mondialement redoutable, à économie performante. "Je crois, déclare-t-il à ce que nous avons commencé; j'y crois profondément, et s'ils nous disent que nous devons arrêter le processus de restructuration je ne serais pas d'accord... Pour moi il n'y a pas d'autre voie".

Quelle que soit la fermeté de Gorbatchev, rien ne peut se faire sans l'adhésion des acteurs économiques. Conscient de cette contrainte, il espère créer des alliances avec les intellectuels soviétiques qui pourront constituer le cas échéant la force de propulsion²⁷. C'est dans cette logique que s'inscrivent les mesures prises à leur faveur, depuis sa nomination. Or, dans ce domaine, la libéralisation amorcée, sert à établir un climat de confiance, susceptible de faciliter l'introduction des réformes. A vrai dire, il s'agit des seules réformes qui ont eu des effets positifs immédiats, tant à l'intérieur de l'Union Soviétique qu'à l'extérieur. Plus que jamais, l'interdépendance extérieur-intérieur jouera un rôle déterminant dans le processus de réformes qui visent le rapprochement de l'intérêt collectif des intérêts individuels que tant d'années de gestion centralisée ont rendues incompatibles²⁸. Ce "rapprochement d'intérêts", résultant des réformes introduites, permettra de refléter d'une façon plus fidèle les relations de production, incompatibles jusqu'alors avec les forces productives²⁹. Par conséquent, nous sommes tenus à présenter brièvement les secteurs qui seront touchés par la restructuration économique.

a) Aucune amélioration du système de gestion n'est effective sans le dessèchement des contraintes que le Plan centralisé impose aux unités exécutantes, sous forme d'indicateurs centraux. A cet égard, l'organe central de planification (Gosplan) doit s'occuper davantage de la compilation du plan perspectif ou à long terme, et laisser aux entreprises

27. Signalons que Gorbatchev a considérablement consolidé sa position par la promotion au Politburo des trois supporters de sa politique: A Yakovlev, N. Slyunkov, et V. Nikonov.

28. Sa démarche nous paraît d'autant plus intéressante, qu'elle rejette la conception d'une planification harmonisée, sans conflits. Raison de plus pour justifier son éloignement des positions dogmatiques.

29. Des indications concernant cette incompatibilité sont contenues dans un article de Zaslavskaja, "Remettre l'économie sur ses pieds", *Les temps modernes*, Juillet - Août - Sept. '87.

une marge d'autonomie assez importante, qui de ce fait deviendront des unités productives actives. Or nous assistons à un déplacement du centre de gravité de la planification vers la périphérie du système. Le plan doit prendre la forme d'un plan-cadre, faisant ressortir les grandes tendances économiques que les entreprises prendront en compte pour formuler leurs objectifs, sans qu'elles soient tenues à répondre à une planification détaillée qui limite leurs choix.

b) L'autonomie des entreprises que les réformes tendent à restaurer s'appuie sur les mesures suivantes:

Premièrement, l'unité productive pourra désormais choisir librement son partenaire avec qui elle conclut un contrat. Sur la bonne ou mauvaise exécution de ce contrat, les unités seront soit récompensées, soit punies. Par cette mesure, on cherche effectivement d'une part à responsabiliser l'unité, et d'autre part à produire ce qui a été demandé, afin de satisfaire la demande effective. On entend ainsi réduire les retards de livraisons qui constituent un grave problème de l'économie planifiée soviétique, et diminuer la fréquence d'apparition des pénuries qui désorganisent le processus productif.

La déconcentration de la gestion à la base, a été amorcée en 1983 dans cinq ministères, a été étendue à 27 ministères en 1985. Cette déconcentration a été généralisée à l'ensemble de l'économie au 1er Janvier 1987. L'autonomie de l'entreprise en tant que facteur facilitant la bonne gestion au niveau micro-économique a été maintes fois signalée par les économistes, dont Aganbegian, à propos de laquelle il souligne: "nous n'arrêtons pas de dire qu'il faut que les entreprises aient plus de droits, d'autonomie, de responsabilités"³⁰.

Deuxièmement, l'importance de la fonction financière de l'entreprise s'accroît. Dès lors, l'unité pourra utiliser ses propres fonds pour se procurer des moyens de production qui ne seront pas tous répartis administrativement. Les fonds non-dépensés pourront être thésaurisés en vue des dépenses à venir. On assiste par conséquent à l'accroissement de l'importance de la fonction bancaire, et de ce fait à une sérieuse prise en compte de la monnaie à l'intérieur d'une économie socialiste. L'autonomie de l'entreprise est accompagnée d'un durcissement de la contrainte budgétaire; dès lors elle ne pourra plus avoir recours au budget de l'Etat pour couvrir ses pertes. L'entreprise doit obéir à la contrainte budgétaire, ce qui veut dire d'une part que les prix se remettent en

30. Aganbegian, "Pourquoi fabriquons - nous quatre fois plus de tracteurs que les USA pour une production agricole moindre?", *Les temps modernes*, op. cit., p. 241.

action, et d'autre part la bonne gestion constitue l'objectif prioritaire. Simultanément, le paternalisme d'Etat ne sera plus la règle, comportement bien connu du système planifié, où même des entreprises à déficit chronique ne font aucun effort pour améliorer leur gestion.

Désormais, les unités productives doivent gérer leurs fonds avec prudence, compte-tenu du changement du rôle de l'Etat à leur égard. Par le durcissement de la contrainte budgétaire, le centre souhaite la maîtrise des coûts par la périphérie; c'est ainsi que se dégageront des ressources productives, mal employées, qui seront ensuite réutilisées pour faciliter la restructuration économique. Or cette maîtrise de coûts, constitue une contrainte dont les unités productives, indépendamment de leur taille, doivent tenir compte. Citons à cet effet la très grande compagnie des chemins de fer, de Byelorussie³¹, soumise à ce genre de contrainte.

c) Il est connu que le système de planification de l'Union Soviétique a toujours favorisé les aspects quantitatifs sans se soucier de la qualité; facilité oblige. Il est plus commode d'ordonner la production de chaussures que de dire aux entreprises: fabriquez de bonnes chaussures. Aujourd'hui les entreprises doivent fabriquer des produits de qualité. Les articles dont la "commission d'attestation" a approuvé la qualité peuvent voir augmenter leurs prix de gros jusqu'à 30%. Il s'agit de la "Gospriemka" dont la but est d'améliorer la qualité de la production et la hisser "au niveau mondial"³². Au contraire, des produits d'une qualité inférieure, mal notés par les commissions, verront leurs prix baisser de 5% la première année, de 10% la deuxième, et de 15% le troisième année. Une non amélioration de la qualité au bout de trois ans supprime le produit³³. Dans le passé, la différenciation des prix selon la qualité du produit n'était pas suffisante. A ce propos, Zaslavskaja souligne. "J'estime que la différence de prix entre les produits de qualité supérieure et ceux de qualité médiocre est tout à fait insuffisante. D'où l'extrême rareté des produits de qualité qui disparaissent souvent des magasins faisant l'objet d'une répartition particulière quand ce n'est pas d'une spéculation"³⁴.

Le renforcement des aspects qualitatifs du plan aura les résultats, suivants:

31. *Time*, February 9, 1987, "The call to reform".

32. Thom F., "La réforme impossible", dans *L'Express* du 15 au 21 Mai 1987, p. 49.

33. Dans le *Monde* du 29 Août 1985.

34. Dans 26, p. 8.

Les produits de qualité supérieure n'auront plus un traitement privilégié de la part des autorités (à cause de leur rareté) et de ce fait les individus et les unités productives seront approvisionnés selon des critères "transparents". Il en résultera une suppression des magasins privilégiés, et la sélection des clients se fera par l'argent.

La différenciation de prix peut constituer très probablement un stimulant, qui aura comme résultat la diminution de la pénurie. Nous écrivons "probablement", puisque compte-tenu de cette différenciation, la suppression des produits de qualité inférieure risque d'aggraver la pénurie.

d) Comme A. Kossyguine en son temps, Gorbatchev est persuadé que rien ne peut se faire sans la "vérité des prix". Il n'est plus acceptable que le budget d'Etat subventionne quelques produits de large consommation tels que la viande, le pain, les produits laitiers, sans oublier évidemment le logement, en dépensant des sommes qui selon Zaslavskaia atteignent le chiffre de 40 à 50 milliards de roubles. Ces subventions que l'Etat accorde à ces produits maintiennent leurs prix de détail à un niveau inférieur à leur prix de revient. De cette façon, le budget distribue un impôt négatif à ces produits afin de compenser leurs pertes. En ce qui concerne les produits de large consommation, les phénomènes de pénurie qui apparaissent, peuvent être éliminés grâce à une augmentation de leurs prix, qui doit refléter les coûts. La vente des mêmes produits dans les magasins appartenant aux coopératives, qui pratiquent des prix supérieurs, montre que la vente au coût réel est susceptible de diminuer la pénurie, économisant ainsi des sommes importantes, qui seraient utilisées à d'autres fins productives.

La redéfinition du rôle du Plan, suivie du dessèchement des contraintes que le centre impose à la périphérie, le renforcement de la qualité de la production, et enfin les tentatives d'instauration d'une certaine vérité des prix, s'inscrivent dans la sphère des réformes à caractère micro-économique; sans omettre les mesures contre l'alcoolisme et celles qui renforcent la discipline du travail à l'intérieur des usines socialistes, les réformes introduites à ce niveau tendent à éviter les gaspillages d'une gestion centralisée. Ces mesures à caractère microéconomique doivent être complétées par une modernisation de l'appareil productif, vétuste, faute de quoi la restructuration microéconomique risque d'échouer. Ceci présuppose une nouvelle orientation de la politique de l'investissement qui favorisera l'introduction des technologies performantes, économes en matières premières et en main-d'œuvre. La nature de l'appareil productif soviétique est telle qu'il engloutit des sommes im-

portantes pour son entretien, empêchant la diffusion du progrès technique. Suivant l'analyse de Trapeznikov, "le progrès scientifique et technique ne peut être séparé du fonctionnement du mécanisme économique"³⁵.

La nouvelle politique en matière d'investissement ne consiste pas à s'engager dans l'extension des capacités de production mais à privilégier la modernisation de celles déjà existantes. Par cette mesure on essaie d'éviter la dispersion des ressources productives et de faciliter la diffusion du progrès technique dans l'ensemble de l'économie.

Tant les mesures d'ordre micro-économique, que celles d'ordre macro-économique, doivent permettre à l'économie soviétique d'effectuer son passage à un mode de croissance intensive dont l'économiste Aganbegian esquisse la nature: "une économie subordonnant la production aux besoins sociaux. Une économie sans pénurie où le marché des biens d'équipement et de consommation étant normalement approvisionné, le consommateur peut choisir ce qui lui convient. Ce sera une économie de type intensif ouvert aux progrès de la science et de la technique, mais aussi bien sûr une économie sociale, une économie pour l'homme. Ce sera enfin une économie démocratique, c'est-à-dire auto-gérée"³⁶.

Gorbatchev sera-t-il en mesure de mener à terme une tâche tellement difficile? Quelles sont les forces qui s'y opposeront? Nous allons répondre à ces questions dans le dernier paragraphe.

35. Article cité dans le 19, p. 22.

36. Voir article dans 30, p. 232.

C. GORBATCHEV DEVANT LA RÉALITÉ SOCIALISTE

La résistance de la périphérie aux exhortations du centre

Nous avons tenté ailleurs d'identifier le système économique planifié à un système à propriétés homéostatiques, où des régularités s'établissent entre ses parties constituantes. En outre, au regard de l'analyse du premier paragraphe, nous avons insisté sur le rôle de la planification conflictuelle, engendrant des comportements autonomes qui mettent en cause la nature d'une planification totalement harmonisée.

Les deux thèses ci-dessus nous paraissent extrêmement utiles quant à la compréhension des obstacles auxquels les réformes peuvent se heurter; le système étant homéostatique, chaque tentative visant à modifier les régularités établies doit être écartée, comme portant atteinte à sa cohérence même. Que deviennent alors les réformes? Très probablement, elles risquent de ne jamais être appliquées, ou même si elles le sont, les résultats sont tels que l'économie est à la recherche d'autres réformes qui parfois ramènent le système à sa position de départ.

Dans ces conditions, nous percevons fort bien les difficultés que les dirigeants économiques rencontrent quand il s'agit de procéder aux réformes. Une lutte larvée se déclare entre les esprits réformateurs qui veulent combattre l'inertie du système, et les esprits conservateurs mis en cause par les réformes. La forte résistance dont la politique de glasnost est victime ne peut que confirmer l'analyse d'une planification conflictuelle. C'est justement dans ce point que réside la difficulté de la tâche entreprise par Gorbatchev; il doit "accélérer" le développement économique, au risque de ne plus satisfaire les privilèges des bureaucrates qui du fait des réformes, voient leur position compromise, et font en sorte que les nouvelles mesures ne soient jamais appliquées. Souvent, le premier secrétaire au cours de ses allocutions se réfère à ce phénomène. "Parmi les gens qui veulent ces changements, qui en rêvent, et moi, il y a un niveau administratif: l'appareil ministériel, l'appareil du Parti qui ne souhaitent guère ces changements, et qui ne veulent en aucun cas être dépourvus de certains droits"³⁷. La stratégie

employée est très efficace, puisque si les réformes n'apportent pas leurs fruits, les premiers à être mis en cause seront les bureaucrates, dont Gorbatchev tente de montrer le comportement conservateur.

Par ce moyen, il essaie d'obtenir un large consensus, puisqu'à l'heure actuelle une multitude de postes est encore tenue par les bureaucrates de l'ère de Brezhnev, qui s'opposent aux réformes de Gorbatchev. N'oublions pas qu'il s'agit des mêmes personnes qui quelques années auparavant, mettaient fin aux réformes de Kossygin. Afin d'évaluer l'ampleur de la résistance, signalons que le Comité Central ne partage pas les mêmes opinions que Gorbatchev; il risque par conséquent de perdre des appuis importants dans son effort pour la restructuration économique. La prudence alors s'impose; plutôt que procéder aux remaniements spectaculaires, compromettant sa politique de restructuration, Gorbatchev saisit des occasions pour démontrer la nécessité des réformes.

Plus que jamais, l'environnement international doit être utilisé par le premier secrétaire, aux fins de la politique intérieure. A cet effet, la détente préconisée par Gorbatchev peut constituer un catalyseur des réformes économiques en accélérant le processus de restructuration. Effectivement, l'Union Soviétique a besoin de la paix pour mener à bien l'entreprise de refonte interne dans laquelle elle s'est engagée³⁸.

Cette refonte est totalement incompatible avec la priorité accordée au secteur militaire; l'économie soviétique n'est pas en mesure de faire face simultanément à la restructuration et aux défis dans le domaine de la course aux armements, et particulièrement dans le domaine de la "guerre des étoiles".

Inéluctablement, les réformes économiques de Gorbatchev doivent toucher le corps de l'armée dans le sens de la restriction des dépenses militaires sans que les dogmes en matière de défense soient mis en cause. L'armée doit subir la même restructuration que le reste de l'économie nationale. Or l'objectif immédiat est double: mieux gérer l'Armée rouge, et faire des économies³⁹. C'est justement ces économies qui peuvent faciliter le processus des réformes par l'attribution au secteur civil des ressources productives, lesquelles très probablement baisseront le coût d'opportunité des dépenses militaires. Dans ces conditions, les propositions de Gorbatchev relatives à la réduction des armements stratégi-

38. Jacob, "La refonte économique à l'Est", *Le Monde* (Dossiers et Document), Mai 1987, no 144.

39. Dans le 22, p. 50.

ques-nucléaires intermédiaires (sommets soviéto-américain à Reykjavik) ainsi que le retrait de six régiments basés en Afghanistan, s'inscrivent dans la logique de la politique des réformes.

Reste à savoir à quel point les propositions de Gorbatchev vont se traduire par un renversement des priorités. Or, en dépit des déclarations officielles de bonne volonté, le renforcement militaire demeure l'objectif numéro un du budget soviétique.

Remarquons que le désir de l'Union Soviétique de se maintenir au statut de grande puissance est en contradiction avec l'éventualité d'une profonde modification de la politique envers l'armée, chose, qui entre autre, restreint les possibilités du succès des réformes économiques. Quand on connaît l'extraordinaire force d'inertie de l'appareil économique soviétique, les nouvelles orientations de Gorbatchev réussiront à condition que les acteurs économiques prennent conscience de la nécessité absolue des réformes.

L'ère Brejnev reste malgré tout présente: bureaucratisation de l'appareil administratif, corruption, personnalisation du pouvoir etc. Gorbatchev sera-t-il en mesure de combattre efficacement ces phénomènes, qui freinent la dynamisation de l'économie soviétique? Dans les années qui vont suivre, le conflit engagé entre le centre et la périphérie sera toujours d'actualité, qui ne cessera pas de nous étonner.

Poitiers

Septembre 1987